



Le Conseil Economique et  
Social Libanais

# Le rôle des CES et des organisations de la société civile dans la lutte contre la pauvreté

Allocution

**Roger Nasnas**

Président du Conseil Economique & Social

Association Internationale des Conseils Economiques  
et Sociaux et Institutions Similaires

Bucharest, 26 et 27 juin 2014

Monsieur le Président,  
Chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier M. le président Evgueny VELIKHOV et l'infatigable secrétaire général M. Patrick Venturin dans leurs efforts de rapprochement ainsi que le président du CES de Roumanie M. Florian COSTACHE et les membres, pour leur chaleureux accueil.

Combattre la pauvreté équivaut à combattre le terrorisme, sauf que ça coûte moins cher de combattre la pauvreté, et assure bien mieux la paix et la sécurité. Mais s'il y a autant de pauvreté dans le monde, ce n'est pas faute de savoir la combattre, mais faute de le vouloir.

1 – La première arme est de lutter contre le chômage. Le manque de travail est une cause directe de paupérisation ; de même l'émigration des forces actives qui en est la conséquence immédiate mène à brader nos ressources humaines et à réduire notre potentiel de productivité.

Lutter contre le chômage est d'abord lutter contre ses effets par l'adoption d'un régime d'assurance chômage suffisant à fixer la population dans son pays et à lui assurer un revenu minimum décent.

2 – La synergie de l'assurance chômage doit améliorer sensiblement l'emploi du fait des catégories qui restent à l'écart du marché du travail, notamment les femmes, et qui seront en mesure de faire prévaloir leur droit au travail, ce qui forcerait les états à adopter une politique favorable à l'emploi, négligée à ce jour dans la plupart des pays du Sud.

Une politique favorable à l'emploi nécessite en premier d'améliorer la Balance commerciale pour développer les opportunités de travail. La Banque Mondiale prône depuis bientôt dix ans la nécessité de maintenir une balance commerciale équilibrée.

3 – Le troisième élément, dans l'ordre, est le développement inclusif qui tient compte des régions périphériques et des couches démunies de la population, en généralisant l'assurance santé et une éducation de qualité à tous les citoyens :

L'école publique accueille 90% des jeunes dans les pays

de même dans les pays du Sud. Ce n'est malheureusement pas le cas ; les places sont disponibles, mais les parents, pour qui l'enseignement est une priorité, préfèrent se saigner aux quatre veines plutôt que de refuser à leurs enfants un enseignement de qualité.

Un des principaux leviers de la croissance réside dans la facilité des communications. La logistique est désormais un élément fondamental du développement et devrait être envisagée sous cet angle .

4 – L'amélioration de la distribution des revenus provient sans doute des dépenses publiques à caractère social ou indexées au développement. Cependant il existe une corrélation entre le Revenu per capita et l'éventail des salaires, c'est celle qui assure la productivité optimum, qui s'accompagne généralement d'une paix sociale. Cette corrélation doit être respectée sous une forme ou une autre qui serait bien perçue des citoyens.

5 – L'assistance aux plus démunis – Là où la Banque Mondiale identifie la misère extrême – ne peut qu'être directe et à la charge de la communauté, c'est-à-dire du budget de l'état. Mais il s'agit de groupes minoritaires qui peuvent difficilement être sauvés par l'emploi.

#### *La situation particulière du Liban*

Mais la question s'est compliquée quand la situation politique pèse sur une conjoncture économique difficile. La solidarité internationale devient indispensable. Le Liban héberge 1,400,000 réfugiés syriens pour une population de 4,200,000 habitants. Une partie de cette population possède des moyens pour assurer son existence, mais jusqu'à quand ?

300,000 ont trouvé du travail alors que le chômage des libanais atteint 20% en ce moment.

D'ores et déjà un million de syriens sont à la charge de l'Etat libanais pour l'éducation et la santé, alors que l'aide internationale demeure au compte goutte.

Les Conseils économiques et sociaux sont invités à se pencher sur ce problème, et agir auprès de leurs gouvernements, pour que la solidarité internationale ne soit pas un vain mot.

=====